

Le personnel de « L'Avenir » veut la clarté

Depuis quelques jours, des représentants du personnel des Éditions de l'Avenir (EDA) ont sollicité des rencontres avec des mandataires politiques. « Afin de s'informer des positions de chacun concernant le futur des médias au sein du groupe Publi-fin-Nethys... ou en dehors », précise une motion présentée par le front commun syndical (CNE et SETCa) et professionnel (Association des journalistes professionnels (AJP) et Société des rédacteurs (SDR) et approuvée ce jeudi par une assemblée générale du personnel.

Alternatives à l'adossement

Les informations « glanées durant une dizaine de jours », dessinent en effet « de plus en plus clairement un scénario : l'adossement, au mieux, au groupe Rossel et plus particulièrement à Sudpresse », poursuit le texte. Un scénario qui « soulève les pires craintes sur l'avenir social et

éditorial des titres et médias du groupe. Et sur leur indépendance. Le personnel réclame que des alternatives soient explorées pour que l'intégrité des titres soit préservée ».

Interpellant « le principe de diversité des médias » défendu par les politiques rencontrés, le personnel des Éditions de l'Avenir en appelle « à la responsabilité de chacun. Au sein des conseils d'administration et des instances politiques, les deux sphères étant intimement liées en ce qui concerne les EDA ». Et il rappelle ses « impératifs : maintien du volume de l'emploi, respect des travailleurs, défense des titres (...), garantie de l'indépendance rédactionnelle et confirmation de la charte éditoriale ».

Le personnel exige « d'être consulté ». Et surtout « d'être informé des intentions réelles du conseil d'administration et de la direction dans les meilleurs délais, via le prochain conseil d'entreprise ». Qui se réunira ce jeudi 7 décembre. ■